



Intervention Philippe Martinez
Commémoration de Châteaubriant
Dimanche 23 octobre 2022

Mesdames, Messieurs,

Chères et chers amis

Chères et chers camarades,

C'est ici même, dans cette carrière de la sablière de Chateaubriant que le 22 octobre 1941 nos 27 camarades furent assassinés.

Ils étaient des internés politiques dans le Camp de Choizel. Leur faute était de s'être insurgé contre la capitulation du gouvernement français dirigé par Pétain. Leur seul délit, n'avoir pas toléré que notre pays soit livré aux autorités allemandes et au nazisme hitlérien.

Au même moment, 16 de leurs camarades sont fusillés à Nantes et 5 encore au Mont-Valérien.

Deux jours plus tard, le 24 octobre 1941, 50 otages sont exécutés au camp de Souges près de Bordeaux.

Le 15 décembre 1941, 95 otages tombent sous les balles des pelotons, 69 au Mont-Valérien, 13 à Caen, 9 à Châteaubriant encore et 4 à Fontevrault.

Et combien d'autres par la suite, à l'exemple de Pierre Semard assassiné à la prison d'Evreux le 7 février 1942 ou bien ces 256 résistants fusillés au camp militaire de Souge par les nazis de 1941 à 1944. Ainsi que des milliers d'autres envoyés par trains entiers dans les camps de la mort.

C'est en cette fin du mois d'octobre 1941, en représailles à l'exécution du lieutenant-colonel Holtz, chef de la Kommandantur, à Nantes, que les Allemands décidèrent de mettre en place ce qu'ils nommaient « la politique des otages ».

La décision est prise de fusiller 100 otages, 50 immédiatement et 50 autres si les auteurs de l'attentat ne sont pas découverts dans les 48 heures. Le ministre de l'Intérieur Pucheu intervient alors pour je le cite « obtenir des Allemands qu'ils choisissent de préférence des militants communistes avérés ».

C'est pour répondre à ces ordres, que les services du ministère de l'Intérieur du gouvernement de collaboration soumettent une liste de 61 noms. Ces prisonniers devenus

des « otages » étaient communistes et pour nombre d'entre eux, des militants de la CGT. Ce choix fut expliqué « pour éviter de laisser fusiller 50 bons Français » selon les propos de ce sinistre Ministre.

Guy Môquet, le plus jeune, avait à peine 17 ans. Il n'était pas dans les listes de Pucheu, ce sont les Allemands qui l'ont rajouté en fonction de leur propre politique de terreur. Il s'agissait pour les forces d'occupation d'étouffer l'esprit de résistance par cette barbarie. L'horreur de ces actes fait mesurer le niveau de cruauté de leurs auteurs. Lors de son arrestation en gare de l'Est, aucune preuve ne fut trouvée contre Guy Moquet, pas même lors de la perquisition de son appartement. Il n'a jamais parlé lors des interrogatoires violents qu'il a subis. Son principal grief était d'être le fils d'un militant CGT cheminot, élu communiste et d'avoir soutenu son père lorsqu'il fut arrêté puis déporté en Afrique du Nord.

Ils étaient des ouvriers, des intellectuels, des étudiants, des élus du peuple. Le plus âgé avait 58 ans, son nom était Titus Bartoli. Ce camarade, né en Corse, était militant du syndicat de l'Enseignement et secrétaire communiste de Digoin.

Il a présidé la réunion de fusion des syndicats enseignants le 10 octobre 1935 durant cette période de réunification de la CGT qui annonçait la création du front populaire. Le motif de son arrestation était une diffusion de tract dénonçant l'attaque des Allemands contre l'URSS.

Tous étaient différents, chacun avait sa singularité, ils n'étaient pas tous de la même nationalité et pourtant une même force les portait. Cette force qui restitue à l'être humain toute sa grandeur. Ce qui unissait ces hommes, c'était l'idéal d'une société plus juste, plus humaine, une aspiration à vivre en homme libre, débarrassé de toutes les oppressions et les discriminations mais aussi un amour pour une France, celle des lumières, de la tolérance et du vivre ensemble. C'est à cet esprit de résistance que ces 27 ont donné corps, car tous étaient des résistants de la première heure.

Ils étaient par leur engagement porteurs d'une visée de transformation sociale. Châteaubriant fut une rude épreuve pour la CGT. Parmi eux se trouvaient des grands dirigeants de notre organisation, des premiers responsables de fédérations à l'exemple de Jean Grandel des PTT, de Désiré Granet du Papier-Carton, de Charles Michels des Cuir et Peaux, de Jean Poulmarch des Produits chimiques, de Jean-Pierre Timbaud des métaux ou de Jules Vercruyse du Textile.

Les forces d'occupation allemandes et leurs complices français souhaitaient par ces tueries, empêcher que se développe la résistance et tuer tout espoir. Ils voulaient dominer par la peur.

On le sait, c'est le contraire qui advint. Car ce sacrifice de nos camarades face à leurs bourreaux, a finalement donné du courage et de la force à la Résistance.

Le retentissement fut grand dans toute la France. A la BBC, le général de Gaulle mit aussitôt en garde les oppresseurs : « En fusillant nos martyrs, l'ennemi a cru qu'il allait faire peur à la France ! La France va lui montrer qu'elle n'a pas peur de lui ». Des grèves furent déclenchées, à l'exemple de celle des ouvriers de l'Arsenal de Brest le 25 octobre.

Les Castelbriantais, bravant l'occupant, vinrent fleurir l'emplacement des poteaux d'exécution. Après Châteaubriant, la Résistance s'enrichit de nombreux militants.

Nous ne devons pas effacer des mémoires ce qu'a été le rôle de la classe ouvrière pendant cette guerre totale.

Les ultralibéraux qui nous gouvernent, et les grands médias à leur solde, veulent nous convaincre chaque jour que notre combat de transformation et de progrès social, est un combat du passé. Leur message récurrent pour expliquer que dans ce nouveau monde fait d'un capitalisme mondialisé et financiarisé, nos batailles seraient d'arrière-garde, que des nouvelles solutions sont à inventer et que, pour cela, il faudrait cesser de regarder le passé pour mieux l'oublier.

Mais que veulent-ils nous faire oublier ?

Qu'à plusieurs reprises dans l'histoire la classe ouvrière a su s'unir, se lever, bousculer l'ordre dominant et arracher le progrès social.

Dans les heures sombres de la guerre, le patronat avait choisi son camp. Le camp de l'ennemi, criant « Plutôt Hitler que le Front populaire », rêvant de se venger de son humiliation de 36, de ces militants qui avaient eu l'affront de lui arracher des avancées sociales majeures comme la semaine de 40 heures, les congés payés et les premières conventions collectives.

Et bien nous, nous refusons d'oublier.

Nous refusons d'oublier par exemple qu'à Châteaubriant, c'est un patron français, Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur du maréchal Pétain, qui dressa la liste des 27 martyrs.

Nous refusons d'oublier et nous affirmons, haut et fort, que ce passé est notre fierté.

Nous avons une dette vis-à-vis de ces militants.

Les mots inscrits, peu avant l'exécution, par Guy Môquet sur une des planches de leur baraque : « Les copains qui restez, soyez dignes de nous ! » ne doivent pas tomber dans les oubliettes de l'histoire. Ces mots résonnent encore aujourd'hui et nous aident à grandir. Ils font partie du combat syndical.

Si le massacre de Châteaubriant est d'abord une tragédie, c'est aussi une page glorieuse de l'histoire du monde ouvrier, et de l'histoire de France, car elle fut écrite avec le sang d'hommes de courage et de conviction.

Cette histoire doit être partagée par tous, elle doit traverser toutes les barrières, casser les cloisons, quelles qu'elles soient. Elle doit être enseignée aux jeunes générations car elles ont beaucoup à y puiser. Les valeurs et les engagements portés par ces militants restent d'une grande actualité. Elles ont une valeur universelle, intemporelle.

Les accepter comme références, comme repères dans notre action citoyenne, militante, politique nous tirent vers le haut. Cette histoire, c'est notre avenir car elle nous parle de dignité humaine, d'engagement et de courage.

Dans cette époque où nous voyons l'extrême droite progressée dans de nombreux pays d'Europe. Après la Hongrie et la Pologne, nous avons mesuré le désastre en Suède et en Italie où ressurgi le spectre de Mussolini. Mais aussi Vox en Espagne, ce pays qui a pourtant connu l'horreur du franquisme il y a si peu de temps. Ou bien l'AFD en Allemagne qui a pourtant connu le nazisme. Et que dire de notre pays qui compte aujourd'hui 90 députés d'extrême droite dont 89 du Rassemblement National, ce parti qui est une résurgence des fascistes, à l'image de l'OAS glorifiée par un représentant du RN au perchoir de l'Assemblée nationale lors de la mise en place du nouveau parlement.

Comment a-t-on pu dans notre pays, celui des Droits de l'Homme, laisser un Zemmour se répandre sans entrave et sans contradiction dans tant de médias ? Comment a-t-on pu lui laisser dire que Pétain avait sauvé les juifs français, que le capitaine Dreyfus était coupable de trahison ou encore que les résistants français étaient des instigateurs de guerre civile ? Observons comment l'histoire peut être travestie et utilisée par ces courants fascistes qui se propagent dans l'univers politique de notre pays.

Pour combattre ces idéologies d'extrême droite, il nous faut, entre autres, veiller à ce que l'histoire de ces femmes et de ces hommes qui sont morts pour la liberté ne soit pas salie par de tels propos. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient édulcorer l'histoire, la dénaturer.

Nous ne devons pas laisser s'effacer des mémoires que les fusillés de Châteaubriant et d'ailleurs étaient des syndicalistes, des militants politiques, que leur action résistante avait une portée transformatrice et qu'elles et ils sont morts pour que nous puissions être des femmes et des hommes libres et égaux.

La meilleure manière de rendre hommage à ces camarades morts sous les balles nazies est de poursuivre inlassablement ce combat contre ces idéaux nauséabonds aux relents racistes, xénophobes, sexistes, homophobes et antisyndicaux. Nous devons démasquer par l'histoire et par le présent ces partis d'extrême droite qui s'opposent au progrès social et ne servent que le capital comme ils l'ont fait dans l'histoire et comme ils l'ont encore montré par leur vote à l'Assemblée nationale cet été.

Par cette commémoration, nous sommes pleinement dans la bataille idéologique. Et l'Histoire est au cœur de ces enjeux. Pour les dominants, il s'agit notamment d'effacer les repères et le sens des combats de la résistance. Si le rôle joué par la Résistance dans la libération du territoire est encore trop souvent ignoré, son travail pour reconstruire une République sociale est encore plus écarté des programmes scolaires. La CGT a pris sa part dans ce combat. Son implication dans l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance et dans sa mise en œuvre après la guerre en témoigne. Nous devons refuser avec force que le sigle CNR soit usurpé et détourné par un Président de la République qui l'utilise à des fins peu glorieuses comme un autre avant lui avait instrumentalisé la lettre de Guy Moquet. Comment ce Président qui s'empare du sigle du CNR peut-il utiliser l'arme de la réquisition et bafouer le droit international de faire grève des salariés des raffineries ?

La CGT est fière d'avoir refusé d'y participer.

Dans cette période où les armes tuent, blessent et laissent dans le désarroi tout un peuple aux portes de l'Europe.

Dans ce monde où des conflits armés ont lieu dans plus de 30 endroits du monde.

Ce sont des guerres de pouvoir, des guerres d'occupation, des guerres qui profitent aux marchands d'armes et aux spéculateurs. Alors, plus que jamais souvenons nous de celles et ceux qui ont milité pour la Paix, la Liberté et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette commémoration est pour nous l'occasion de ne pas laisser dans l'oubli cette leçon d'humanité que nous ont laissé ces camarades. Nous saluons le travail réalisé par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé Aincourt.

J'adresse un salut plus particulier à Odette Nilès qui a mis infatigablement, toute son énergie dans cette bataille essentielle.

Il y a 77 ans naissait, par la volonté des anciens internés du camp et des familles de fusillés, l'Amicale « des Anciens Internés Politiques de Châteaubriant-Voves ».

La CGT est partie prenante de cette fondation depuis son origine. C'est d'ailleurs un syndicaliste, un dirigeants CGT de la fédération de l'énergie, Léon Mauvais, qui s'évada du camp de Châteaubriant avec Eugène Henaff en juillet 1941, qui en fut le premier président.

A n'en pas douter, l'Amicale a encore de beaux jours devant elle, et vous savez, chère Odette, toi Carine et tous les adhérents que vous pouvez compter sur l'engagement total de notre confédération. Nous continuerons d'honorer la mémoire toujours vivante de ces militants, de ces syndicalistes.

La CGT n'acceptera jamais qu'elle soit effacée ou tronquée. Par notre engagement et en portant haut nos valeurs, nous tâcherons d'être dignes de nos camarades, sœurs et frères, qui ont sacrifié leur vie pour qu'un monde meilleur soit possible.